



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du général de Gaulle
43009 Le Puy-en-Velay

Le Puy en Velay, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Roger Martin Granulat (ex Moulin)

ZA de Rousset
43600 Les Villettes

Références : UID4243-MEA-025-0304
Code AIOT : 0005600961

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement Roger Martin Granulat (ex Moulin) implanté TEYSSONEYRE - LA GARDE - LA COTE DE LA REVEYRE COMBE - BERTAND 43600 Les Villettes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée suite à un incident de tir du 19/11/25.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Roger Martin Granulat (ex Moulin)
- TEYSSONEYRE - LA GARDE - LA COTE DE LA REVEYRE COMBE - BERTAND 43600 Les Villettes
- Code AIOT : 0005600961
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

MOULIN S.A.S. est une entreprise familiale créée en 1967. Elle a rejoint en 2020 le groupe ROGER MARTIN, situé à Dijon. L'exploitant dispose d'un arrêté d'autorisation du 23 février 2018. Il s'agit d'une carrière de granite.

Environ neuf employés travaillent sur site. L'exploitation a lieu tout au long de l'année.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet, ou non, d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Information de l'incident	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 1.5-8	Arrêté de mesures d'urgence	Jusqu'à nouvel ordre
2	Documents à fournir	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Sans suite	/
3	Déroulement de l'incident	Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article 4.3	Dépôt d'une note	1 mois
4	Plan de tir	Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article 1.5-8	Arrêté de mesures d'urgence	1 mois
5	Information aux tiers	Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article 1.5-8	Sans suites	/
6	Mesures pérennes : procédure accidents/incidents	Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article 4.3	Arrêté de mesures d'urgence	1 mois
7	Mesures pérennes : étude de danger	Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article 4.6.4	Sans suites	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident de tir du 19 novembre 2025 est significatif car il a entraîné des projections de blocs hors site en cloche à au moins 50 m de haut et 600 m de distance.

Il n'y a pas eu de blessés ni de dommages matériels.

L'exploitant a communiqué avec la DREAL et a montré une volonté de transparence.

Lors de l'incident, les mesures adéquates ont été prises : la sécurisation de la zone, du personnel, la recherche des projections, l'information aux tiers. Des analyses ont été lancées pour éviter qu'un tel événement se reproduise.

L'inspection suspend les tirs sur la carrière jusqu'à nouvel ordre.

Des garanties sur les capacités techniques de l'exploitant et une analyse du tir manqué associée aux mesures mises en œuvre afin que cet évènement ne se reproduise pas sont nécessaires pour pouvoir poursuivre les tirs sans risquer un nouvel incident → une expertise par un tiers est requise sous 1 mois.

L'exploitant doit sous 1 mois également :

- Préciser l'emplacement, la taille des blocs et les cônes de projection qui semblent multiples,
- Transmettre l'étude de danger,
- Une note technique doit être fournie pour identifier précisément la cause au regard de la géologie, du type de projections, de leur éloignement, des charges, des méthodes de foration et plus largement de tirs.
- Une procédure révisée pour la sécurité lors des tirs de mine pour la station de tri-transit et la carrière.

A noter que le rapport d'incident ainsi qu'un certain nombre de documents manquants ont été transmis le 01/12/25 à l'issue de l'inspection. Ils n'ont pas été analysés à ce stade par l'inspection, ils feront l'objet d'un retour par mail ou courrier à l'exploitant.

A ce stade, l'inspection décide de ne pas dresser Procès-Verbal, notamment car il n'y a pour l'instant pas d'intentionnalité ou erreur majeure identifiée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : information de l'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 1.5-8
Thème(s) : Risques accidentels, information de l'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.
Constats : <i>Le 20/11/2025 à 15 h00, la société Roger Martin Granulats a informé l'inspection par mel de « la survenance d'un incident de tir survenu hier le mercredi 19/11 sur notre carrière des Villettes aux alentours de 13h00. Cet incident est à l'origine de projections en dehors du périmètre autorisé mais n'a fort heureusement engendré aucun dommage humain. Aucun dommage matériel n'est également à déplorer. Nous ne sommes pas actuellement en possession d'éléments permettant d'expliquer cet incident mais une analyse de celui-ci est d'ores et déjà en cours par notre prestataire ROCMINE auprès de qui la prestation de foration/minage était déléguée. Nous ne manquerons pas revenir vers vous dans les plus brefs délais dès que nous serons en possession des éléments d'analyse et des mesures préventives associées. »</i> Par mail du 21/11/2025, l'inspection a demandé une liste de documents (voir constat 2) et a prononcé la suspension des tirs jusqu'à nouvel ordre. Les fronts ont été sécurisés ; cependant, les capacités techniques de l'exploitant et une analyse du tir manqué sont nécessaires pour pouvoir poursuivre les tirs sans risquer un nouvel incident.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : APMU
Proposition de délais : Jusqu'à nouvel ordre

N° 2 : Documents à fournir

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à fournir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 21/11/2025, il a été demandé à l'exploitant de mettre en place des actions et fournir des éléments. L'exploitant a répondu le 24/11/2025. Ce constat fait un point concernant l'état d'avancement des documents demandés.</p> <p><i>Il a été demandé par l'inspection <u>sans délai</u> :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la sécurisation de la zone de chute de bloc, délimitation-balisage si nécessaire, → la zone de tir est sécurisée, le déroulement du tir n'ayant pas posé de problème, - le contrôle de la zone et des fronts de taille après tir (stabilité, pas de risque d'éboulement...), → vérifiée et stable, - le rapport détaillé du minage : plan de tir prévu, les paramètres, conditions météorologiques, chronologie de l'incident, → les plans de tirs et paramètres ont été fournis. Ils sont analysés en constat 4. Le rapport final doit préciser la chronologie de l'incident, - la fourniture du certificat d'acquisition d'explosifs, → il n'appelle pas de remarques de l'inspection, - la fourniture des photos des fronts et des projections, → fournies et analysées au constat 3, - la fourniture du bon de livraison ROCMINE, → il n'appelle pas de remarques de l'inspection, la livraison totale d'explosif respecte les maximums du certificat d'acquisition d'explosifs,

Dès que possible :

- Déclarer l'incident par le biais d'un rapport d'incident.

Ce rapport doit détailler les écarts avec le plan de tir prévu : difficulté de foration entraînant des changements d'inclinaison des tirs et venues d'eau par exemple. Vous devez interpréter les erreurs commises,

→ la déclaration d'incident a été faite sous GUN, le rapport a été fourni après l'inspection et n'a pas fait l'objet d'une analyse de l'inspection au moment de la rédaction du rapport,

- Transmission de la procédure incident de tir de vos services et de ROCMINE,

→ Fournie après l'inspection et n'a pas fait l'objet d'une analyse de l'inspection au moment de la rédaction du rapport,

- l'analyse des causes probables avec une cartographie de la zone de projection, accompagné de mesures de sécurisation à court terme.

→ une cartographie a été fournie, elle est analysée au constat 3.

Sous 3 mois :

- Proposer une procédure interne et des mesures à moyen et long terme pour éviter qu'un tel incident se reproduise.

→ fourni après l'inspection et n'a pas fait l'objet d'une analyse de l'inspection au moment de la rédaction du rapport.

Les documents manquants lors de l'inspection ont été fournis par mail du 1/12/25. Lors de la rédaction du présent rapport, ils n'avaient pas encore été analysés.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Déroulement de l'incident

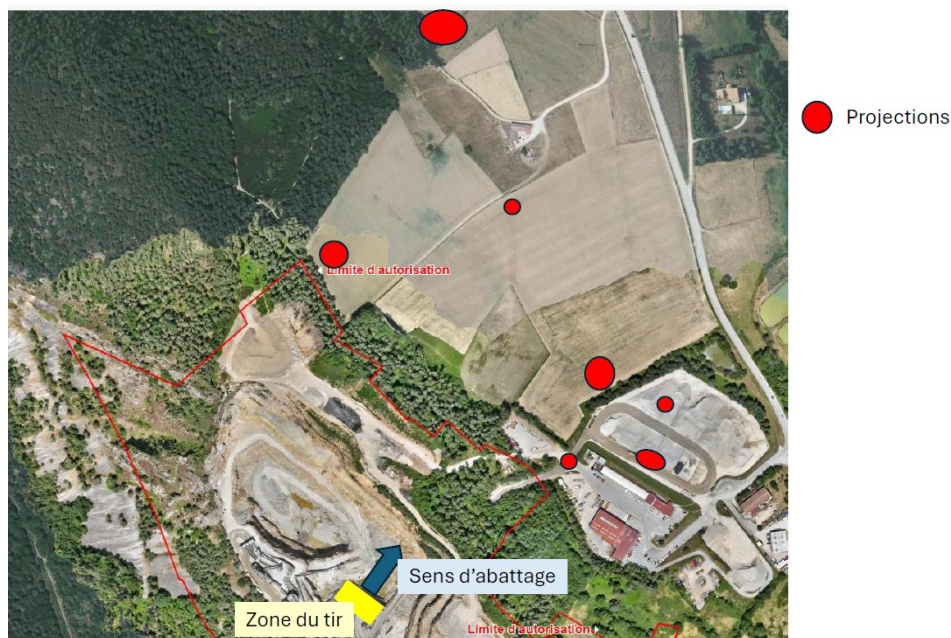
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 1.5-8

Thème(s) : Risques accidentels, Déroulement de l'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles lors des tirs pour assurer la sécurité du personnel et la sécurité publique.

Constats :



Le tir du 19/11/25 à 13h a engendré des projections de blocs hors périmètre autorisé de la carrière. La cartographie ci-dessus permet d'analyser les zones de projection. Les blocs ont été projetés en cloche à au moins 50 m de haut et au plus loin à 600 m de la zone de tir..

Une partie des blocs a percuté/roulé le long du tunnel qui rejoint la carrière les bureaux/la station de tri-transit.

Les zones atteintes par les projections sont : la station de tri-transit de matériaux et les champs voisins. Une maison se situe dans la zone de projection.



Photographies des projections et de leur impact

La taille des projections est à préciser selon les zones et les cônes de projection qui semblent multiples, sous 1 mois.

L'exploitant a été précisé lors de l'inspection que le bloc le plus gros pesait aux environs de 80 kg. L'incident est significatif et a mis en danger la sécurité publique.

Cependant, aucun dommage n'est à déplorer. La commune de Monistrol-sur-Loire, sur laquelle ont eu lieu les projections, a dépêché la police municipale auprès des deux maisons voisines et aucun des propriétaires n'a signalé de dégâts. L'inspection a aussi contacté le garage qui jouxte de la carrière, aucun dommage n'était à déplorer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Dépot d'une note

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Plan de tir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 1.5-8
Thème(s) : Risques accidentels, Déroulement de l'incident
Prescription contrôlée : L'utilisation des explosifs s'effectue suivant un plan de tir défini. Ce plan de tir et la mise en œuvre des explosifs sur le chantier prennent en compte les effets des vibrations et de l'impact sonore. Les vibrations mécaniques doivent respecter les prescriptions de l'article 2.5 ci-après. Le plan de tir mentionne en particulier la profondeur et le diamètre de foration, la maille, la charge d'un trou, la charge de la volée d'allumage et la charge totale maximale du tir. Constats : Le plan de tir a été présenté. Il comporte l'ensemble des informations demandées. A noter que : la charge totale, le nombre et l'emplacement des trous, et les angles sont les informations définitives. Les charges unitaires par trou mentionnés sont théoriques et l'exploitant n'est pas en mesure de connaître les charges unitaires par trou réelle. Ce plan de tir évoque 4 tirs, ce qui représente en réalité 4 zones pour un même tir. Le premier tir a permis un prédécoupage du massif, notamment pour protéger les voiries. C'est la seconde zone qui a entraîné des projections. Une vidéo du tir a été présentée. Les charges par trou mentionnées dans le plan de tir théorique n'apparaissent pas surdimensionnées. L'implantation à 9,7 m de profondeur semble idem correcte également. Le plan de tir réel n'a pas été transmis par l'exploitant. Lors de l'inspection, il a été relevé qu'il n'y avait pas d'erreur majeure, cependant des pistes d'analyses ont été évoquées. Selon l'exploitant, il s'agirait vraisemblablement d'une erreur humaine. Ces pistes sont à approfondir, une analyse est en cours. Une note technique doit être fournie pour identifier précisément la cause au regard de la géologie, du type de projections, de leur éloignement, des charges, des méthodes de foration et plus largement de tirs. Les mesures de vibrations et la surpression acoustique sont conformes. L'exploitant a évoqué la volonté de procéder à une expertise d'un tiers. L'inspection confirme la pertinence de cette proposition, à condition que le tiers soit impartial. Le cas échéant, une contre expertise pourra être demandée.



DETAILS des FORAGES

Foreur / foreuse	TEISSONNIERE / DX 900i				
Diamètre	115	mm	Maille	3,50 x 3,75	ml
Profondeur moyenne	9,20	m	Nombre de trou	17	unité
Inclinaison	0	degré	Linéaire total Utile	156,46	ml

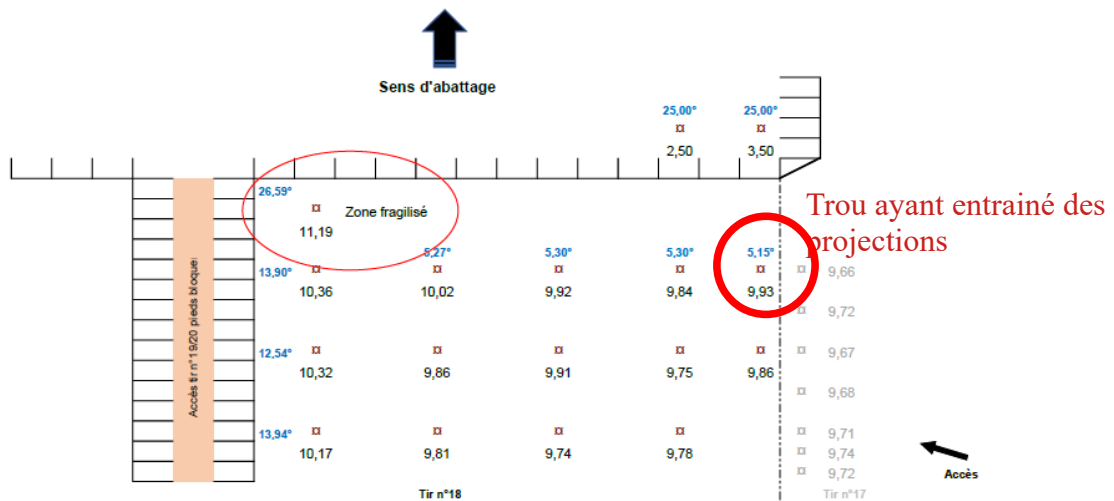
DETAILS des EXPLOSIFS

Charge nitrate	46%	325	kg	Détonateur Nonel	17	unité
Cartouche amorce	8%	60	kg	Raccord Nonel	2	unité
Cartouche de colonne	46%	325	kg	Charge Unitaire Instantanée Maxi	66,92	kg
Cordeau détonant		30	ml	Charge spécifique	0,346	kg/m3

EXPLOSIFS 710,00 kg

CUBES TOTALS : 2 053,54 m3

IMPLANTATION



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : APMU, fourniture d'une expertise et d'une note technique

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Information aux tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article 1.5-8
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures pérennes
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions utiles lors des tirs pour assurer la sécurité du personnel et la sécurité publique. Pour assurer cette dernière lors des tirs de mines, l'accès des voies de circulation correspondant à la zone dangereuse sera momentanément interdit.
Constats : A l'issue de l'incident, l'exploitant a prévenu l'association de chasse, les riverains, et la commune des Villettes. La commune de Monistrol-sur-Loire, qui a reçu les projections, n'a pas été informée. Il conviendrait d'inviter la mairie de Monistrol sur-Loire aux prochaines réunions de concertation. Enfin, l'arrêté préfectoral ne prévoit pas d'informations aux tiers avant les tirs de mine. Cependant, en pratique, la mairie ainsi que les riverains sont généralement prévenus par les carriers avant chaque tir. A l'issue du traitement de cet incident, un bilan par l'inspection sera fait. Il pourra conclure à la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire qui contiendra cette mesure.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Mesures pérennes : procédures accidents/incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures pérennes
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des Installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : Lors des tirs de mines, le personnel se protège habituellement l'intérieur du tunnel de l'autre côté de la carrière. Ce n'était pas le cas pour ce tir au vu de sa position face au tunnel, une zone plus éloignée de l'autre côté du tunnel a été choisie. La station de tri-transit accolée à la carrière n'est pas évacuée lors des tirs de mine. Elle était en fonctionnement lors du tir, cependant les employés étaient en pause méridienne au moment du tir (13h) d'après l'exploitant. Le chef de carrière procède à une vérification du site avant chaque tir. Le tir du 19/11/25 s'est déroulé normalement de ce point de vue. Il conviendra cependant de revoir la procédure de sécurité lors des tirs et en cas d'accident pour intégrer le retour d'expérience de cet incident pour les deux installations de Roger Martin sur cette zone.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : APMU, Dépôt d'une note
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Mesures pérennes : étude de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article 4.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures pérennes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement de l'installation et notamment le dossier de la demande avec l'étude d'impact, les divers registres mentionnés au présent arrêté, les résultats des contrôles ainsi que les consignes doivent être tenues à la disposition de l'Inspection des installations Classées.</p> <p>Cette dernière peut par ailleurs demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées, ainsi que toutes justifications des mesures prises pour respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant communique, à la demande du comité de suivi, s'il est constitué, les renseignements techniques qui relèvent de l'exploitation de la carrière et qui sont nécessaires au fonctionnement de ce comité de suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit transmettre sa dernière étude de danger afin de déterminer le traitement du risque de projection dans cette dernière et la correspondance avec l'activité réelle de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Sans suites